

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques  
Antenne de Bayonne  
6 Allées Marines  
64 100 Bayonne  
ab64@developpement-durable.gouv.fr

Bayonne, le 23/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **ESSENJY**

123 AVENUE HENRI DE NAVARRE  
64 100 Bayonne

Références : UBD40-64/D2026  
Code AIOT : 0003105434

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2026 dans l'établissement ESSENJY implanté 123 Avenue Henri de Navarre – 64100 Bayonne. L'inspection a été annoncée le 22/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ESSENJY
- 123 Avenue Henri de Navarre – 64100 Bayonne
- Code AIOT : 0003105434
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par preuve de dépôt n°A-4-G4G5YWWY1Q, en date du 16/09/2024, la société ESSENJY a déclaré une activité de station-service, rubrique 1435-2 de la nomenclature des installations classées, d'une capacité de 1 800 m<sup>3</sup> sous le régime de la déclaration contrôlée, sur la commune de Bayonne, 123 Avenue Henri de Navarre.

#### **Contexte de l'inspection :**

Suivi de l'arrêté préfectoral n° 31-5434/2025/109 en date du 12 novembre 2025 mettant en demeure la société ESSENJY de respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 applicables aux stations services.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ; la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ; les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 1.4	Levée de mise en demeure
2	Risques	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.3	Levée de mise en demeure
3	Risques	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.9.4	Levée de mise en demeure
4	Risques	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.10.2	Levée de mise en demeure
5	Aménagements et construction des appareils de distribution	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.10	Levée de mise en demeure
6	Déchets	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 7.2	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place les actions nécessaires pour lever l'ensemble des non-conformités relevées dans l'arrêté de mise en demeure n°31-5434/2025/109 en date du 12/11/2025.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 1.4
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Dossier installation classée
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un dossier comportant les documents suivants : - le dossier de déclaration - les plans tenus à jour, c'est-à-dire le plan général d'implantation et le plan des tuyauteries. Pour les installations existantes, le plan des tuyauteries concerne les tuyauteries mise en place après le 3 avril 2023 [...]
<b>Constats : Non-conformité soldée</b> L'exploitant a présenté le dossier installations classées à jour et comprenant tous les éléments décrits à l'article 1.4 de l'arrêté ministériel du 15/04/2010.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

#### N° 2: Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.3
<b>Thème(s) :</b> Localisation des risques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant recense et signale par un panneau conventionnel, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.
<b>Constats : Non-conformité soldée</b> Des panneaux réglementaires signalent les informations prévues à l'article 4.3 de l'arrêté du 15/04/2010.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

#### N° 3 : Aménagements et construction des appareils de distribution

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.9.4
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Dispositifs de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Présence d'arrête-flammes ou, en cas d'impossibilité d'accès à ces derniers, présentation d'un document justifiant leur présence.
<b>Constats : Non-conformité soldée</b> L'exploitant a présenté des justificatifs : <ul style="list-style-type: none"><li>• de conformité à la norme EN 12874 de janvier 2001 ;</li><li>• de suivi annuel des essais des alarmes des boîtiers détecteurs de fuite.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

**N° 4 : Réservoirs et canalisations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.10.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Cas de stockages enterrés de liquides inflammables
<b>Prescription contrôlée :</b> Présentation des certificats d'épreuve d'étanchéité des tuyauteries simple enveloppe
<b>Constats : Non-conformité soldée</b> L'exploitant a présenté un fichier de suivi annuel des essais d'alarmes par l'exploitant et du certificat d'étanchéité en date du 15/01/2026.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

**N° 5 : Eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.10
<b>Thème :</b> Aires de dépotage ou de distribution
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute installation de distribution de liquides inflammables est pourvue en produits fixant ou en produits absorbants appropriés permettant de retenir ou neutraliser les liquides accidentellement répandus. Ces produits sont stockés en des endroits visibles, facilement accessibles et proches des postes de distribution avec les moyens nécessaires à leur mise en œuvre (pelle,...). Les liquides ainsi collectés sont traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbure muni d'un dispositif d'obturation automatique. Ce décanteur-séparateur est conçu et dimensionné de façon à évacuer un débit minimal de 45 litres par heure, par mètre carré de l'aire considérée, sans entraînement de liquides inflammables. Le séparateur-décanteur est conforme à la norme en vigueur au moment de son installation. Le décanteur-séparateur est nettoyé par une entité habilitée aussi souvent que cela est nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. L'entité habilitée fournit la preuve de la destruction ou du retraitement des déchets rejetés. Les fiches de suivi de nettoyage du séparateur-décanteur d'hydrocarbures ainsi que l'attestation de conformité à la norme en vigueur sont tenues à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.
<b>Constats : Non-conformité soldée</b> L'exploitant a présenté la fiche de suivi de nettoyage et l'attestation de conformité du décanteur séparateur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

**N° 6 : Déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 7.2
<b>Thème : Contrôle des circuits</b>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu aux obligations de registre, de déclaration d'élimination de déchets et de bordereau de suivi des conditions fixées par la réglementation.
<b>Constats : Non-conformité soldée</b> L'exploitant a présenté des registres de déclaration d'élimination des déchets et des BSD (Bordereaux de Suivi des Déchets).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure